



DECISIONS PRESENTES AU

CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MARS 2017

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr



Décisions présentées au Conseil Municipal du 23 mars 2017

DM16_130	03/11/2016	Approbation de la convention de déplacement passée entre Achim Lengerer et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "tes mains dans mes chaussures")
DM16_131	14/11/2016	Régie d'avances du garage municipal - modification de la liste des dépenses autorisées et du montant d'encaisse maximum
DM16_132	16/11/2016	Appel d'offres ouvert n°2016/4601 - Travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir - Approbation du contrat avec Urbaine de travaux
DM16_133	16/11/2016	Procédure adaptée - Marché MD_16/0002 - Elaboration d'une étude de faisabilité -entrée de Ville - Noisy-Rosny
DM16_134	02/11/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Pulsation 93 et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_135	02/11/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre la Farouche Compagnie et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_136	02/11/2016	Approbation de la convention de cession des droits de représentation entre l'Association Quelle Histoire! et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_137	08/11/2016	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre PRODUCTIONS GUILLOU FRERES / VIOLAINE LOCHU et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain - Exposition "Tes Mains Dans Mes Chaussures"
DM16_138	22/11/2016	Régie d'avances pour le fonctionnement de la direction des affaires culturelles - Création
DM16_139	22/11/2016	Régie de recettes pour le fonctionnement de la direction des affaires culturelles - Création
DM16_140	22/11/2016	Régie d'avances pour le fonctionnement de la galerie centre national d'art contemporain - Modification
DM16_141	22/11/2016	Régie de recettes pour le fonctionnement de la galerie centre national d'art contemporain - Modification
DM16_142	25/11/2016	Réalisation d'un contrat de prêt PSPL d'un montant total de 2 800 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de l'opération d'investissement du Groupe Scolaire Jean Renoir - Démolition et reconstruction PRU s'inscrivant dans le cadre de prêts au secteur public local (PSPL), à taux fixe, sur ressource européenne
DM16_143	28/11/2016	Procédure adaptée 2016/4603 - Assurances dommages ouvrage pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir - Approbation du contrat avec SMA BTP
DM16_144	25/11/2016	Cession d'un véhicule Citroën Berlingo immatriculé 6335-VD-93

Décisions présentées au Conseil Municipal du 23 mars 2017

DM16_145	09/12/2016	Approbation de la convention d'ouverture d'une ligne de trésorerie à hauteur de 5 000 000 € entre ARKEA BANQUE et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_146	26/01/2017	Approbation de la convention de mise à disposition au profit de la Fédération Musulmane de Noisy-le-Sec d'un terrain nu sis 38 chemin Montreuil à Claye par la Ville de Rosny-sous-Bois
DM16_147	25/10/2016	Approbation de la convention de mise à disposition au profit de la Mairie de Noisy-le-Sec d'un terrain nu communal - sis 38 Chemin de Montreuil à Claye par la Ville de Rosny-sous-Bois
DM16_148	21/12/2016	Marché Public n° 2015/4556 Travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec - Lot n°1 : voirie et réseaux divers - Approbation de l'avenant n°2 au contrat signé avec le groupement SNTTP, INEO Infrastructure et Entreprise Jean LEFEBVRE
DM16_149	21/12/2016	Marché Public n° 2015/4556 Travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec - Lot n°5 : aménagement d'une aire de jeux - Approbation de l'avenant au contrat signé avec ARCHI MADE FOLIES
DM16_150	29/12/2016	Maintenance des logiciels Image, Alto V5, Ibemol, Acte Web, Requiem V5, Maestro Opus, Adagio V5 et Melodie V5, Concerto Opus, Concerto Mobilité Opus et Concerto Presto Opus - Approbation du contrat signé avec la société ARPEGE
DM16_151	29/12/2016	Maintenance du progiciel Droits de Cités - Approbation du contrat signé avec la société OPERIS
DM16_152	29/12/2016	Maintenance logiciel Telios - Approbation du contrat signé avec la société TELINO
DM16_153	29/12/2016	Maintenance progiciel MarcoWeb - Approbation du contrat signé avec la société AGYSOFT
DM16_154	29/11/2016	Approbation de la convention de cession des droits de représentation passée entre SMATFR La Nouvelle Aventure et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_155	13/12/2016	Approbation de la convention de cession des droits de représentation passée entre la Cie Ekphrasis et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_01	03/01/2017	Approbation de la convention de partenariat passée entre le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_02	22/12/2016	Procédure adaptée Marché MD_16/0003 - Vérification périodique et réglementaire des installations techniques du patrimoine de la Ville de Noisy-le-Sec et de son C.C.A.S.

Décisions présentées au Conseil Municipal du 23 mars 2017

DM17_03	10/01/2017	Procédure adaptée 2016/4603 - Assurances dommages ouvrage pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir - Décision modificative pour correction d'une erreur matérielle dans la décision n° D16/143 relative à l'approbation du contrat conclu avec SMA BTP
DM17_04	11/01/2017	convention tripartite avec le cabinet Témime - protection fonctionnelle de M. Gherras
DM17_05	17/01/2017	Procédure adaptée n° 2017/4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17ans - Lot 1 : séjours ski "multi glisse" et cours d'ESF pour les 12/14ans - Lot 3 pour les 15/17ans - Lot 4 : séjours ski "multi glisse" et cours d'ESF pour les 15/17ans - Approbation du contrat avec Neige Soleil Tourisme Loisirs
DM17_06	17/01/2017	Procédure adaptée n° 2017/4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17ans - Lot 2 : séjours ski ou "multi glisse" et cours d'ESF pour les 12/14ans - Approbation du contrat avec Association Regards
DM17_07	26/01/2017	Convention tripartite avec le théâtre des Bergeries et le cabinet Laurent Frölich - recours contre la société Périn, titulaire du marché de surveillance 2014/4550
DM17_08	01/02/2017	Procédure adaptée - Marché MD_16/0004 - Maintenance des équipements d'alarme incendie du patrimoine de la ville de Noisy-le-Sec et de son CCAS
DM17_09	07/02/2017	Marché Public n°2015/4556 Travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec - Lot n° 2 plantations - Approbation de l'avenant n° 1 au contrat signé avec le groupement MABILLON, AGRIGEX
DM17_10	07/02/2017	Procédure adaptée n° 2017/4604 Animation et organisation des séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans - Lot 8: 1ère quinzaine d'août 2017 pour les 15/17 ans France ou étranger séjour solidaire - Déclaration sans suite
DM17_11	07/02/2017	Procédure adaptée n°2017/4608 Animation et organisation des séjours de vacances printemps 2017 à destination des enfants de 4 à 12ans - Lot 1: Séjour printemps pour les enfants de 4 à 6 ans début avril 2017 - Déclaration sans suite pour cause d'infructuosité
DM17_12	17/01/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition (Expositions 2/3 "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM17_13	14/02/2017	Appel d'offres ouvert n°2017/4605 - Fourniture de carburant par cartes accréditatives (gazole, essence sans plomb et GPL) - Approbation du contrat avec EFR
DM17_14	10/02/2017	Procédure adaptée n°2017/4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans - Lot 5 "gestion clé en main" quinzaine d'août 2017 pour les 12/14ans pays anglophone séjour linguistique - Lot 7 "gestion clé en main" 2ème quinzaine d'août 2017 pour les 12/14ans séjour bord de mer France - Approbation du contrat avec VELs

Décisions présentées au Conseil Municipal du 23 mars 2017

DM17_15	10/02/2017	Procédure adaptée n°2017/4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17ans - Lot 9 "gestion clé en main" 2ème quinzaine juillet 2017 pour les 15/17ans Europe séjour découverte d'une région - Lot 10 "gestion clé en main" 2ème quinzaine d'août 2017 pour les 15/17ans Europe séjour d'une région - Approbation du contrat signé avec Mar I Muntanya
DM17_16	10/02/2017	Procédure adaptée n° 2017/4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans - Lot 6 "gestion clé en main" 2ème quinzaine de juillet 2017 pour les 12/14 ans séjour thématique sportive France - Approbation du contrat avec Chemins du Monde
DM17_17	25/01/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Art Métisse et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_18	27/01/2017	Approbation de la convention de cession des d'exploitation passée entre La Compagnie Issue de Secours et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_19	21/09/2016	Réforme du véhicule Renault Twingo immatriculé 4223-SY-93
DM17_20	06/02/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Kitty Crowther et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM17_21	21/02/2017	Approbation de la convention de présentation et production d'œuvres passée entre Hedwig HOUBEN et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain - Exposition: "Tes Mains Dans Mes Chaussures"
DM17_22	20/02/2017	Approbation de la convention de partenariat passée entre La Radio BEUR FM et la Ville de Noisy-le-Sec
DM17_23	06/03/2017	Procédure adaptée n° 2017/4608 - Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans - Relance Lot 1 : séjours printemps 4/6ans - Gestion hôtelière - Cirque, musique arts plastiques - Activités de plein air : poney, ferme pédagogique, découverte faune et flore - Environnement campagne ou mer - Approbation du contrat avec Odyssée Vacances
DM17_24	06/03/2017	Procédure adaptée n° 2017/4608 Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans - Lot 2 : séjours printemps 6/9ans gestion complète sports de nature, découverte des animaux, Grands jeux imaginaires, équitation - Lot 4 : séjours été 6/9ans gestion complète sports de nature, accrobranche, canoë, bivouac, équitation, grands jeux, baignade - Approbation du contrat avec Vacances Far West
DM17_25	06/03/2017	Procédure adaptée n°2017/4608 Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12ans - Lot 3: Séjour été 4/6ans gestion hôtelière Activités de plein air, environnement marin, Découverte nature faune et flore, baignade, pêche - Approbation du contrat avec PEP
DM17_26	06/03/2017	Procédure adaptée n° 2017/4608 Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans - Lot 5 : Gestion complète séjour été 8/12ans Bord de mer activités nautiques, multi sports, voile char à voile catamaran baignade - Approbation du contrat avec ADN
DM17_27	10/03/2017	Régie d'avances pour le fonctionnement de la direction des affaires culturelles - Modification de la liste des dépenses autorisées

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 16-130

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE DEPLACEMENT PASSEE ENTRE ACHIM LENGERER ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de réaliser son projet de résidence en juin et novembre 2016 dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, du 24 septembre au 15 juillet 2017,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de déplacement passée avec Achim LENGERER, demeurant Kamerunerstr.47 – 13351 Berlin - Allemagne relative à :

- Frais de déplacement : 400 € (quatre cents euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période du 24 septembre au 15 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 novembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE D AVANCES DU GARAGE MUNICIPAL.

MODIFICATION DE LA LISTE DES DEPENSES AUTORISEES ET DU MONTANT D'ENCAISSE MAXIMUM.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales;

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la décision n° D14/183 en date du 3 octobre 2014, modifiant la régie d'avances du garage municipal,

Vu la décision n° D15/267 du 9 décembre 2015, portant modification de la liste des dépenses autorisées,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 octobre 2016,

DE C I D E

Article 1^{er} : La décision n° D15/267 du 9 décembre 2015 est abrogée et la décision D14/183 en date du 3 octobre 2014 est modifiée comme suit :

En son article 4 : La régie paie les dépenses de toute nature ayant trait à la conduite des véhicules municipaux et notamment des car telles que :

1. Péages d'autoroutes
2. Droits de stationnement
3. Frais de carburant
4. Petites réparations
5. Repas et découcher des chauffeurs
6. Achats de vignettes et de cartes grises concernant l'acquisition de véhicules en cours d'année
7. Autres fournitures non stockées
8. Fournitures de petit équipement.

En son article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 600 € (quatre mille six cents euros) à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2 : Les autres modalités de la décision n° D14/183 en date du 3 octobre 2014 restent inchangées.

Article 3 : Le maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 14 NOV. 2016

P^o/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI

DÉPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D16
132.

Liberté – Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPEL D'OFFRES OUVERT 2016/4601 Travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir Approbation du contrat avec Urbaine de travaux

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,
Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire,
Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 19 octobre 2016 d'attribuer le marché à Urbaine de travaux

Considérant la nécessité d'exécuter des travaux pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir suite à une mise en concurrence

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec URBAINE DE TRAVAUX sise 2 Avenue du Général de Gaulle à Viry-Châtillon (91170)

Article 2 : Que le montant global et forfaitaire pour les variantes 1, 3 et 4 s'élève à 11 353 535,81€ H.T.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de la date fixée par l'ordre de service jusqu'à l'expiration du délai de garantie du parfait achèvement des travaux. La durée des travaux est de 29 mois .

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service bâtiment et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 15/11/2016
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 16-133

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PROCEDURE ADAPTEE – MARCHÉ MD_16/0002

Elaboration d'une étude de faisabilité - entrée de Ville - NOISY-ROSNY

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-887 du 17 avril 2014 concernant la délégation de fonction à Madame Yveline Jen, et notamment son article 4,

Vu le décret n°2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 30,

Considérant la nécessité de réaliser une étude de faisabilité sur l'entrée de Ville Noisy-Rosny dans le but de mieux évaluer les potentialités d'aménagement du secteur.

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec Monsieur Mathieu-Ho Simonpoli mandataire de l'étude

Article 2 : Que le montant global et forfaitaire s'élève à 18 400 HT soit 19 280 € TTC.

Article 3 : Que le délai maximum d'exécution des prestations est de six semaines à compter du premier comité technique.

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à Monsieur Mathieu-Ho Simonpoli

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, à la Direction du Développement Urbain et Economique et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 16 NOV. 2016

Pour Monsieur le Maire et par
délégation,
L'Adjoint en Maire,
En charge de l'Urbanisme et de
l'Aménagement du Territoire



Yveline JEN

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM16-134

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE PULSATION 93 ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Pulsation 93

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Pulsation 93 représenté par Philippe Malthet, résidant 11 rue Frépillon 93130 Noisy-le-Sec

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 15 janvier 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 900 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 2 novembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM16-135

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA FAROUCHE COMPAGNIE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation passée avec La Farouche Compagnie

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec La Farouche Compagnie représentée par Christine Bollard, résidant BP7, 34770 Giguean

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 11 janvier 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 800 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 2 novembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM 16-136

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS DE REPRESENTATION ENTRE L'ASSOCIATION QUELLE HISTOIRE ! ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits de représentation passée avec l'association Quelle Histoire !

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec l'association Quelle Histoire ! représentée par Michel Prevost, domiciliée 64 rue des Ombrages 92000 Nanterre

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 4 février 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 479,70 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 2 novembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 16-13

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRODUCTION D'OEUVRE
PASSEE ENTRE PRODUCTIONS GUILLOU FRERES/ VIOLAINE LOCHU ET LA VILLE POUR LA
GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN
(EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace un ensemble d'œuvres dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, du 24 septembre au 15 juillet 2017,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation et production d'œuvres passée avec la SARL Productions Guillou Frères 39 A rue de la Grange aux Belles – 75010 Paris (et Violaine Lechu artiste invitée), relative à :

- Frais de production : 15000 € (quinze mille euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période du 24 septembre au 15 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 8 novembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE D'AVANCES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES.

CREATION.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 30/09/2016

DECIDE

Article 1^{er} : Il est institué auprès de la ville de Noisy-le-Sec, une régie d'avances pour le paiement des dépenses nécessaires au fonctionnement de la direction des affaires culturelles,

Article 2 : Cette régie est installée au 1 rue Jean Jaurès.

Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Autres fournitures non stockées
- Fournitures de petits équipements

- Documentation générale et technique
- Autres frais divers
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires
- Annonces et insertions
- Fêtes et cérémonie
- Divers (Publicité, publication, relations publiques)
- Divers (péage, parking...)
- Frais d'affranchissement
- Réceptions (frais de restauration...)

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1° Au moyen de chèque.
- 2° En numéraire.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la trésorerie générale de Seine-Saint-Denis.

Article 6 : L'intervention d'un (de) mandataires(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4.000 euros (huit mille euros).

Article 8 : Le régisseur verse auprès du comptable assignataire la totalité des pièces justificatives des dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur titulaire percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 12 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 NOV. 2016

P^o/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI


Trésorerie de Rosny-sous-Bois
Collectivités Locales
 5 Rue de Lisbonne
 93563 Rosny-sous-Bois Cedex
t093022@dgfip.finances.gouv.fr

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**REGIE DE RECETTES POUR LE
FONCTIONNEMENT DE LA
DIRECTION DE LA CULTURE.**

CREATION.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 01/08/2016

DECIDE

Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes auprès de la Direction des Affaires Culturelles.

Article 2 : Cette régie est installée au 1 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

1. Billeterie pour le festival de la musique.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. Au moyen de chèques.
2. En numéraire.

Article 5 : L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 6 : Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 200 euros (quatre mille deux cents euros).

Article 8 : le régisseur est tenu de verser auprès de Monsieur le Trésorier de Rosny-sous-Bois le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois. La totalité des justificatifs des opérations se présenteront sous forme de carnets à souches.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 12 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 NOV. 2016

P^r/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,

Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI



Trésorerie de Rosny-sous-Bois
Collectivités Locales

5 Rue de Lisbonne
93563 Rosny-sous-Bois Cedex

t093022@dgfip.finances.gouv.fr

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**REGIE D'AVANCES POUR LE
FONCTIONNEMENT DE LA GALERIE
CENTRE NATIONAL D'ART
CONTEMPORAIN.**

MODIFICATION.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D05/15 du 19 janvier 2005, instituant une régie d'avances pour le fonctionnement de la galerie centre national d'art contemporain,

Vu la décision n° D14/22 du 22 janvier 2014, modifiant la création de régie,

Vu la décision n° D14-114 du 9 mai 2014, modifiant la création de régie,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 01/08/2016

DECIDE

Article 1^{er} : Les décisions n° D05/15 du 19 janvier 2005, n° D14/22 du 22 janvier 2014 et n° D14-114 du 9 mai 2014 sont abrogées.

Article 2 : Il est institué auprès de la ville de Noisy-le-Sec, une régie d'avances pour le paiement des dépenses nécessaires au fonctionnement des activités de la Galerie centre national d'art contemporain.

Article 3 : Cette régie est installée au 1 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec.

Article 4 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Achats de prestations de service
- Alimentation
- Autres fournitures non stockées
- Fournitures de petits équipements
- Locations mobilières
- Entretien et réparations sur biens mobiliers
- Documentation générale et technique
- Autres frais divers
- Honoraires
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires
- Annonces et insertions
- Fêtes et cérémonie
- Divers (impressions...)
- Transports de biens
- Transports collectifs
- Divers (péage, parking)
- Frais bancaires et assimilés
- Voyages et déplacements
- Réceptions
- Frais d'affranchissement
- Frais de gardiennage.

Article 5 : Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1° Au moyen de chèque
- 2° En numéraire
- 3° Carte bancaire.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la trésorerie générale de Seine-Saint-Denis.

Article 7 : L'intervention d'un (de) mandataires(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 8 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 6.000 euros (six mille euros).

Article 9 : Le régisseur verse auprès du trésorier de Rosny-sous-Bois la totalité des pièces justificatives des dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur titulaire percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le Maire et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 13 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 NOV. 2016



P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,

Le Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

Trésorerie de Rosny-sous-Bois
Collectivités Locales

5 Rue de Lisbonne
93563 Rosny-sous-Bois Cedex
t093022@dgfip.finances.gouv.fr

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE DE RECETTES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA GALERIE, CENTRE NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.

MODIFICATION.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la décision n° D05/248 du 19 octobre 2005 instituant une régie pour la vente des éditions de la galerie, centre d'art contemporain (catalogues, livres, CD, DVD, CD-ROM...)

Vu la décision n° D10-03 du 7 janvier 2010 portant modification de la régie,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 01/08/16,

DECIDE

Article 1^{er} : Les décisions n° D05/248 du 19 octobre 2005 et n° D10-03 du 7 janvier 2010 sont abrogées.

Article 2 : Il est institué une régie de recettes auprès du service de la Galerie, Centre National d'art contemporain de Noisy-le-Sec.

Article 3 : Cette régie est installée à la Galerie, 1 rue Jean Jaurès à Noisy-le-Sec.

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

1. Vente de catalogues édités par la Galerie ou autres supports éditoriaux (livres, CD, DVD, CD-ROM...) en rapport avec la programmation de la galerie.
2. Remboursement par l'artiste des frais avancés par la ville pour la production d'une œuvre d'art, en cas de vente de cette œuvre.
3. Aide et partenariat concernant la programmation de la galerie.
4. Vente de produits comestibles et de boissons non alcoolisées.

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. Au moyen de chèques.
2. En numéraire.

Article 6 : L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 40 € est mis à disposition du régisseur.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 200 euros (quatre mille deux cents euros).

Article 9 : le régisseur est tenu de verser auprès du comptable assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois. La totalité des justificatifs des opérations se présenteront sous forme de carnets à souches.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra annuellement une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 13 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 NOV. 2016

P^e/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,

Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI

Trésorerie de Rosny-sous-Bois
Collectivités Locales
5 Rue de Lisbonne
93563 Rosny-sous-Bois Cedex
t093022@dgfip.finances.gouv.fr

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PRET POUR LE SECTEUR PUBLIC LOCAL

PSPL

AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES ET A LEURS GROUPEMENTS

DECISION OU ARRETE D'AUTORISATION D'EMPRUNT Taux révisable LA/Inflation/Taux fixe

OBJET : Réalisation d'un Contrat de Prêt PSPL d'un montant total de 2 800 000 € auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'opération d'investissement du Groupe Scolaire Jean Renoir, démolition et reconstruction PRU s'inscrivant dans le cadre de Prêts au secteur public local (PSPL), à taux fixe, sur ressource européenne.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23,
Vu la délibération du conseil municipal du 14 Avril 2014 portant délégation de pouvoirs au Maire de la ville de NOISY-LE-SEC, en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, et notamment la réalisation des emprunts prévus au budget et de gestion active de la dette.

Vu l'arrêté municipal n° 10-1884 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L2122-22 3°, 7° et 21° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal.

Vu le budget primitif 2016 de la ville de Noisy-le-Sec,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par la Caisse des Dépôts et Consignations
Accordée au Maire en date du 07/11/2016

DECIDE

Article 1^{er} :

D'abroger la décision n° DM16_65

Article 2 :

De contracter auprès de la Caisse des Dépôts un Contrat de Prêt composé d'une Ligne du Prêt d'un montant total de 2 800 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Ligne du Prêt : PSPL

Montant : 2 800 000 euros

Durée de la phase de préfinancement : 12 mois

Durée d'amortissement : 25 ans

Périodicité des échéances : Trimestrielle

Taux d'intérêt annuel fixe : 1.64 %

Amortissement : Echéances constantes

Typologie Gissler: 1A

Commission d'instruction du dossier : 0.06 % du montant prêté avec un plafond de 20 000 € (0.06*2 800 000/100), soit 1 680 €.

Article 3 :

De donner à Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire pour toutes signatures se rapportant à ce dossier, notamment le contrat de prêt, et pour procéder ultérieurement, sans autre délibération, à l'ensemble des opérations consécutives à l'exception du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Article 4 :

La présente décision ainsi que le contrat de prêt s'y référant seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et la Caisse des Dépôts et consignations.

Le Maire de la ville de Noisy-le-Sec, après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre de la Caisse des Dépôts et Consignations

A.Noisy-Le-Sec, le 25 Novembre 2016.



P^r/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D16
143

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PROCEDURE ADAPTEE 2016/4603

Assurances dommages ouvrage pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir Approbation du contrat avec SMA BTP

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6ème adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'établir un contrat d'assurances dommages ouvrage pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société SMA BTP sise 114 rue Emile Zola à Paris cedex 15 (75739).

Article 2 : Que le montant global et forfaitaire des primes s'élève à 79 721,47 € H.T. soit 73 981,40 € H.T. en ce qui concerne la prime pour la garantie obligatoire avec un taux de rémunération de 0,406897%, 2 219,64 € H.T. en ce qui concerne la prime pour la garantie "Dommages subis par les éléments d'équipement" avec un taux de rémunération de 0,012208 %, 8 878,56 € H.T. en ce qui concerne la prime pour la garantie "Dommages immatériels survenus après réception" avec un taux de rémunération de 0,048832 %. Les montants de prime sont des montants provisoires qui feront l'objet d'une régularisation par application, des taux de rémunération susmentionnés, au coût définitif de l'opération objet des garanties.

Article 3 : Que le marché est conclu pour une durée de 10 ans à compter de la date de réception des travaux

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification SMA BTP.

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Bâtiment et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

28 NOV. 2016

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM 16-144

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction des Equipements et du Cadre de vie
Centre Technique Municipal / Garage
CF/AE/2016-11

CESSION DU VEHICULE CITROEN BERLINGO IMMATRICULE 6335 VD 93

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014_14_04_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

Vu l'estimation des réparations établie le 24 novembre 2016 par la société Citroën Pantin.

Considérant que l'état du véhicule Citroën Berlingo, immatriculé 6335 VD 93 (1^{ère} mise en circulation le 25/03/1999) nécessite sa destruction.

DECIDE

Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule Citroën Berlingo immatriculé 6335 VD 93, par la société CITROEN Pantin sis 68/70 avenue du Général Leclerc, 93691 PANTIN Cedex.

Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 25 novembre 2016

Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**APPROBATION DE LA CONVENTION D'OUVERTURE D'UNE LIGNE DE
TRESORERIE A HAUTEUR DE 5 000 000 EUROS ENTRE ARKEA BANQUE ET LA
VILLE DE NOISY LE SEC**

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal du 14 avril 2014 portant délégation au Maire en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, concernant notamment la réalisation des emprunts et de gestion active de la dette, et spécifiant les conditions d'habilitation du Conseil Municipal au Maire en matière d'opérations financières.

Vu l'arrêté municipal n° 14-880 en date du 14 avril 2014 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 3°, 7° et 21 ° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal,

Considérant la nécessité de contracter une ligne de trésorerie pour parfaire à nos besoins de trésorerie,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par ARKEA BANQUE.

DECIDE**Article 1er :**

La ville de Noisy le Sec décide de contracter auprès de ARKEA BANQUE une ouverture de ligne de crédit de trésorerie pour un montant de 5 000 000 € et dont les spécificités s'établissent comme suit :

* Montant :	5 000 000 €
* Durée :	1 an maximum (du 01/01/2017 au 31/12/2017)
* Taux d'intérêt :	Variable
* Calcul des intérêts :	Nbre J exact / 360
* Marge uniquement payée :	0.40 %
* Index :	TI3M - Euribor 3 mois moyenne mensuelle - 0,309 %, flooré à 0,00 %
* Paiement des intérêts :	Trimestriel sans capitalisation des intérêts
* Frais de dossier :	Néant
* Commission d'engagement :	0.10 % du montant, soit 5 000 €
* Commission de mouvement :	Néant
* Commission de non-utilisation :	Néant
* Outils d'informations :	Accès internet gratuit
* Tirages :	Montant minimum : 10 000 € Vir, interbancaire en J avant 15 h // en J+1 après 16 h J = 1 jour ouvré
* Remboursements :	Sans frais si confirmation en J par internet Avant 11h30

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer le contrat d'ouverture de crédit de trésorerie avec ARKEA BANQUE.

Article 3 : autorise Monsieur le Maire à procéder sans autre décision aux demandes de tirages des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues au contrat.

Article 4 : dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2017.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : la présente décision ainsi que le contrat s'y afférent seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et ARKEA BANQUE.

Fait à Noisy-le-Sec, le 09 décembre 2016.



P^r/Monsieur le Maire, Laurent Rivolle
Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 16-74

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA FEDERATION MUSULMANE DE NOISY-LE-SEC D'UN TERRAIN NU SIS 38 CHEMIN DE MONTREUIL A CLAYE PAR LA VILLE DE ROSNY-SOUS-BOIS

Le Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de mise à disposition au profit de la ville de Noisy-le-sec par la ville de Rosny-sous-bois d'un terrain situé 38 chemin de Montreuil à Claye, d'une contenance de 286 m², autorisant sa mise à disposition au profit de la fédérations musulmane de Noisy-le-sec, du 25 octobre 2016.

Considérant la demande de la fédération musulmane de Noisy-le-sec de disposer d'un terrain pour leur activité,

Considérant la nécessité de signer une nouvelle convention avec la fédération musulmane de Noisy-le-sec afin de mettre à disposition le terrain situé 38 chemin Montreuil à Claye,

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail précaire et révocable avec la fédération **musulmane de Noisy-le-sec** dont le siège est 14 rue Paul Verlaine à Noisy-le-sec (93 130) pour le terrain sis 38 chemin Montreuil a Claye, en limite du quartier ANRU du Londeau – 93130 NOISY-LE-SEC,

Article 2 :

Que le montant du loyer mensuel est de 401 € (quatre cent un euros),

Article 3 :

Que le bail est consenti et accepté pour une durée qui débute le 1^{er} septembre 2016 pour se terminer le 31 août 2017,

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours et de l'exercice 2017,

Article 5 :

Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

Monsieur le préfet de Bobigny, monsieur le comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la direction des Affaires juridiques et de la Commande publique et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 26
Le maire,

Laurent Rivoire



26 JAN. 2017

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA MAIRIE DE NOISY-LE-SEC D'UN TERRAIN NU COMMUNAL – SIS 38 CHEMIN DE MONTREUIL A CLAYE PAR LA VILLE DE ROSNY –SOUS-BOIS

Le Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité de disposer d'un terrain, sis 38 chemin Montreuil a Claye,

Considérant la disponibilité du terrain rosnéen, d'une contenance de 286 m²,

Considérant la nécessité de signer une convention avec la ville de Rosny-sous-Bois, 20 rue Claude Pernès - 93111 Rosny-sous-Bois.

DECIDE

Article 1 : De signer un bail avec la ville de Rosny-sous-Bois, pour le terrain sis 38 chemin Montreuil a Claye, en limite du quartier ANRU du Londeau – 93130 NOISY-LE-SEC.

Article 2: Que le montant du loyer annuel initial est de 3200 € (trois mille deux cent euros) et que le montant est payable en une seule fois à terme échu à l'ordre du Trésor Public.

Article 3: Que le bail est consenti et accepté pour une durée d'un an, qui prend effet à la date de sa signature pour se terminer le 31 août 2017.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction des affaires juridiques, sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec le 25 OCT 2016
M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
(DAJACOP)

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D16
168

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Marché public N° 2015/4556
Travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation
du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec – Lot n°1 Voirie et réseaux divers
 Approbation de l'avenant n°2 au contrat signé avec le groupement SNTTP,
 INEO Infrastructure et Entreprise Jean Lefebvre

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu la décision n°15/104 de signer le marché de travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec – Lot n°1 Voirie et réseaux divers avec le groupement d'entreprise SNTTP, INEO Infrastructure et Entreprise Jean Lefebvre

Vu le Code des Marchés Publics de 2006, et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de conclure un avenant n°2 au marché afin de prendre en compte les modifications de travaux de la tranche ferme intervenues depuis le début des travaux,

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n°2 au contrat avec le groupement d'entreprises SNTTP, INEO Infrastructure et Entreprise Jean Lefebvre, dont le mandataire est la société SNTTP sise 2 rue Corneille – CS 90009 – 94122 Fontenay-sous-Bois Cedex,

Article 2 : Que le cumul des avenants représente une diminution de 1,31 % par rapport au montant initial du marché. Le montant de la tranche ferme est porté à 1 782 460,39 € soit 2 138 952, 47 € TTC ce qui porte le montant du marché à 2 053 587, 19 € HT soit 2 464 304,63 € TTC,

Article 3 : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société SNTTP,

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction Voirie et Circulation, au service des Marchés Publics et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

P°/Monsieur le Maire,
Et par délégation

Mme Marie-Rose HARENGER
Adjointe déléguée à la commande
publique



21 DEC. 2016

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D16
149

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Marché public N° 2015/4556
Travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation
du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec – Lot n°5 : aménagement d'une aire de jeux
 Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec Archi Made Folies

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu la décision n°15/183 de signer le marché de travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec – Lot n°5 Plantations

Vu le Code des Marchés Publics de 2006, et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de conclure un avenant n° 1 au marché afin de prendre en compte les modifications de travaux de la tranche ferme intervenues depuis le début des travaux,

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n° 1 au contrat avec Archi Made Folies sise ZI des Acacias à SAVENAY (44260),

Article 2 : Que le cumul des avenants représente une augmentation de 5,9 % par rapport au montant initial du marché. Le montant du marché est porté à 229 375,00 € HT soit 275 250,00 € TTC,

Article 3 : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société Archi Made Folies,

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction Voirie et Circulation, au service des Marchés Publics et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

21 DEC. 2016

P°/Monsieur le Maire,
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER
Adjointe déléguée à la commande
publique



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MAINTENANCE DES LOGICIELS :

**IMAGE, ALTO V5, IBEMOL, ACTE WEB, REQUIEM V5, MAESTRO OPUS, ADAGIO V5 ET MELODIE V5
CONCERTO OPUS, CONCERTO MOBILITE OPUS ET CONCERTO PRESTO OPUS,**

Approbation du contrat signé avec la société ARPEGE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics, et notamment 30.3°.c relatif à la protection du droit d'exclusivité,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance des logiciels (cités ci-dessus) et des logiciels Famille (Concerto), pour la gestion des activités relatives aux services de la Direction de la Population et du Guichet unique et de la Direction des Affaires scolaires, de l'Enfance et de la Petite Enfance,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société ARPEGE, sise 13, rue de la Loire – CS 23619 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE CEDEX.

Le contrat est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2017 au 31/12/2017, renouvelable chaque année par reconduction tacite, pour une durée globale ne pouvant excéder 5 ans.

Article 2 : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 14 489,05 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société ARPEGE.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 29 DEC. 2016

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N°

DM16-151

Liberté – Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MAINTENANCE DU PROGICIEL DROITS DE CITES, Approbation du contrat signé avec la société OPERIS

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics, et notamment 30.3°.c relatif à la protection du droit d'exclusivité,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance du progiciel Droit de Cités pour la gestion des activités relatives aux services de la Direction de l'Aménagement et l'Urbanisme,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société OPERIS, sise 1-3, rue de l'Orme Saint Germain – 91100 CHAMPLAN.

Le contrat est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2017 au 31/12/2017, renouvelable chaque année par reconduction tacite au maximum 4 fois.

Article 2 : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 8 088,60 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société OPERIS.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 29 DEC. 2016

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N°

DM16-158

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MAINTENANCE LOGICIEL TELIOS Approbation du contrat signé avec la société TELINO

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,
Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance du logiciel Telios,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société TELINO, sise ZAC des Godets, 12 rue des Petits Ruisseaux – BP 71 - 91370 VERRIERES LE BUISSON.

Pour une durée initiale d'un an à compter du 1^{er} octobre 2016, renouvelable chaque année par reconduction tacite sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder 3 ans.

Article 2 : Dit que le montant global de cette prestation s'élève à 1 951,56 € H.T. par an.

Les prestations annexes seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix fournis par la société TELINO.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société TELINO.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 29 DEC. 2016

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N°

DM16-153

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MAINTENANCE PROGICIEL MARCOWEB Approbation du contrat signé avec la société AGYSOFT

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance du progiciel MarcoWeb pour les activités relatives aux services de la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société AGYSOFT, sise Parc Euromédecine, 95 rue Pierre Flourens - 34090 MONTPELLIER.

Pour une durée initiale d'un an à compter du 1^{er} novembre 2016, renouvelable chaque année par reconduction tacite sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder 4 ans.

Article 2 : Dit que le montant global de cette prestation s'élève à 3 029,76 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société AGYSOFT.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 29 DEC. 2016

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM 16-154

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS DE REPRESENTATION PASSEE ENTRE SMARTFR LA NOUVELLE AVENTURE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits de représentation d'un spectacle de SMartFr La Nouvelle Aventure

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec SMartFr La Nouvelle Aventure représenté par Sébastien Paule, et résidant 75 rue Léon Gambetta 59000 Lille

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 18 et 28 janvier 2017, 25 mars 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1521,40 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 29 novembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N°DM16-155

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS DE REPRESENTATION PASSEE ENTRE LA CIE EKPHRASIS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits de représentation d'un spectacle de la Cie Ekphrasis

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Cie Ekphrasis domiciliée 41 rue Jules Ferry 93100 Montreuil, représentée par Carine Chagneau

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 14 janvier 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 300 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 13 décembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 17-01

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de partenariat proposée par le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris pour quatre concerts qui auront lieu les 22 février, 22 mars, 19 avril et 31 mai 2017 à 20h à la Salle des mariages en Mairie de Noisy-le-Sec, dans le cadre de « Le Cercle à Musique ».

DECIDE

Article 1: Approuve la convention de partenariat passée avec le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, sis 209 rue Jean Jaurès – 75019 Paris, pour un montant de 3300 € euros net (Trois mille trois cents euros net).

Article 2: Précise que ce contrat est passé pour les représentations ci-dessus mentionnées pour la saison 2017 de « Le Cercle à Musique » et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3: Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4: La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5: La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 3 janvier 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



(Signature)
Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
PROCEDURE ADAPTEE - MARCHÉ MD_16/003

Vérification périodique et réglementaire des installations techniques du patrimoine de la ville de Noisy-le-Sec et de son C.C.A.S.

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Marie-Rose HARENGER, 6ème adjoint au Maire,

Vu l'arrêté n°14-887 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Monsieur Karim HAMRANI, 3ème adjoint au Maire, et notamment son article 4,

Vu le décret n°2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 30.4.8,

Considérant l'obligation réglementaire d'une vérification périodique des installations techniques du patrimoine de la ville et de son C.C.A.S.

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société APAVE PARISIENNE SAS.

Article 2 : Que le montant du marché est compris entre 1 000 € HT soit 1 200 € TTC (seuil minimum) et 25 000€ HT soit 30 000€ TTC (seuil maximum),

Article 3 : Que le délai maximum d'exécution des prestations est d'un an à compter du 1^{er} janvier 2017,

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à APAVE PARISIENNE SAS,

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, au Centre Communale d'Actions Sociales et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 22/12/2016

P°/M. Le Maire,

Mr Karim HAMRANI

L'Adjoint au Maire chargé des bâtiments
publics de la voirie et des travaux.



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PROCEDURE ADAPTEE 2016/4603

Assurances dommages ouvrage pour la construction du groupe scolaire Jean Renoir

**Décision modificative pour correction d'une erreur matérielle dans la décision n° D16/143
relative à l'approbation du contrat conclu avec SMA BTP**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6ème adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Vu la décision n°D16/143 de signer le contrat d'assurance dommage ouvrages pour la construction du Groupe Scolaire Renoir avec la société SMA BTP,

Considérant la nécessité de corriger une erreur matérielle dans l'expression des montants du marché, ceux-ci sont exprimés Toutes Taxes Comprises, aussi bien le montant global et forfaitaire toutes primes confondues que les montants par nature de prime.

DECIDE

Article 1 : Que l'article 2 de la décision n°16/143 de signer le contrat avec la société SMA BTP est ainsi remplacé :

"Article 2 : Que le montant global et forfaitaire des primes s'élève à 85 079,60 € T.T.C. soit 73 981,40 € T.T.C. en ce qui concerne la prime pour la garantie obligatoire avec un taux de rémunération de 0,406897%, 2 219,64 € T.T.C. en ce qui concerne la prime pour la garantie "Dommages subis par les éléments d'équipement" avec un taux de rémunération de 0,012208 %, 8 878,56 € T.T.C en ce qui concerne la prime pour la garantie "Dommages immatériels survenus après réception" avec un taux de rémunération de 0,048832 %. Les montants des primes sont des montants provisoires qui feront l'objet d'une régularisation par application, des taux de rémunération susmentionnés, au coût définitif de l'opération objet des garanties.

Article 2: Les autres articles restent inchangés.

Article 3 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service des Affaires juridiques, au service Bâtiment et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.



Noisy-le-Sec, le 10 JAN. 2017
P./M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N°
DM-17-004

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Convention tripartite avec le cabinet Témime Protection fonctionnelle de M. Gherras

Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/14-04.01 en date du 14 avril 2014, concernant la délégation du Conseil Municipal au Maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Marie-Rose Harenger, 6^{ème} adjointe au Maire,

Vu la délibération n° 2016/09-12 du 29 septembre 2016 accordant la protection fonctionnelle à M. Miloud Gherras,

Considérant la nécessité de conclure une convention avec le cabinet d'avocats dans le cadre de la protection fonctionnelle de M. Miloud Gherras,

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention tripartite entre le cabinet Témime, cabinet d'avocats sis 156 rue de Rivoli à Paris (75001), M. Miloud Gherras et la Mairie ayant pour objet la prise en charge des frais d'avocats dans le cadre de la protection fonctionnelle dont a fait l'objet M. Gherras. Cette convention prévoit que la commune remboursera mensuellement M. Gherras des frais déboursés dans ce cadre, pour un taux horaire à hauteur de 400 € pour Me Témime, 250 € pour un autre associé du cabinet et 190 € pour un collaborateur du cabinet.

Article 2 :

La dépense correspondante sera inscrite au budget de la commune.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compte de la notification ou de la publication de l'acte.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 JAN. 2017



Monsieur le Maire
Par délégation

Marie-Rose Harenger
Adjointe aux affaires juridiques

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D17
05

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4604

Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans

Lot 1 : séjours ski « multi glisse » et cours d'ESF pour les 12/14 ans – **Lot 3** : séjours ski « multi glisse » et cours d'ESF pour les 15/17 ans – **Lot 4** : séjours ski « multi glisse » et cours d'ESF pour les 15/17 ans

Approbation du contrat avec Neige Soleil Tourisme Loisirs

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour les variantes des lots 1, 3 et 4 avec NSTL sise 1, rue de l' Egalité à Bagneux (92220)

Article 2: Que le montant pour cette prestation s'élève à 729,17 € HT soit 875,00 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour chaque lot

Article 3 : Que le séjour concerne 12 jeunes sur la thématique ski multi glisse et cours d'ESF à la station de Combloux en Haute Savoie du 4 au 11 février pour les jeunes de 12 à 14 ans en ce qui concerne le lot 1, 4 au 11 février pour les jeunes de 15 à 17 ans en ce qui concerne le lot 3, 11 au 18 février pour les jeunes de 15 à 17 ans en ce qui concerne le lot 4

Article 4: Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à NSTL

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 17 JAN. 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D17
06

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans

Lot 2 : séjours ski ou « multiglisser » et cours d'ESF pour les 12 / 14 ans

Approbation du contrat avec Association Regards

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour la variante du lot 2 avec l'association « Regards » 118, avenue Aristide Briand à Montrouge (92120).

Article 2: Que le montant pour cette prestation s'élève à 729,17 € HT soit 875,00 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour chaque lot

Article 3 : Que le séjour concerne 12 jeunes sur la thématique ski multi glisse et cours d'ESF à la station de Morzine-les Gets, en Haute Savoie du 11 au 18 février pour les jeunes de 12 à 14 ans.

Article 4: Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à l'association « Regards ».

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

17 JAN. 2017

P^o/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Bobigny
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM-17-007

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Convention tripartite avec le théâtre des Bergeries et cabinet Laurent Frölich Recours contre la société Périn, titulaire du marché de surveillance 2014/4550

Monsieur le maire,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/04-14-01 en date du 14 avril 2014, concernant la délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Marie-Rose Harenger, 6^{ème} adjointe au maire,

Considérant que la société Périn a été titulaire du marché 2014/4550 lot 1 du 15 décembre 2014 au 15 décembre 2015 et qu'en exécution de celui-ci elle était en charge de la télésurveillance des bâtiments communaux dont le théâtre des Bergeries,

Considérant qu'un vol en réunion de matériel appartenant au théâtre et à la ville a eu lieu au théâtre des Bergeries durant l'été 2015 sans intervention de la société Périn et alors même que l'alarme a été déclenchée,

Considérant la nécessité de saisir la juridiction administrative afin d'obtenir réparation du préjudice subi par la ville, l'obligation pour une commune de présenter sa requête, lorsque les conclusions de sa demande tendent au paiement d'une somme d'argent, par le ministère d'un avocat et de mutualiser cette prestation avec le théâtre au prorata des préjudices subis,

DECIDE

Article 1 : de signer la convention tripartite avec la régie autonome du Théâtre des Bergeries dont le siège est 5 rue Jean Jaurès (93 130) et le cabinet d'avocat Laurent Frölich, dont le siège est 7 rue Chaillot à Paris (75016) qui stipule que la ville réglera 2520 euros TTC pour la rédaction et l'enregistrement de la requête introductive d'instance, 2970 euros pour tout mémoire en réplique et 540 euros TTC pour une représentation à l'audience,

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la commune,

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la publicité de l'acte,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes dont extrait sera présenté dans le trimestre qui suit la signature de la présente à l'assemblée délibérante,

Fait à Noisy-le-Sec, le

26 JAN. 2017


Monsieur le Maire
Par délégation

Marie-Rose Harenger
Adjointe aux affaires juridiques

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PROCEDURE ADAPTEE – MARCHE MD_16/0004

**Maintenance des équipements d'alarme incendie
du patrimoine de la ville de Noisy-le-Sec et de son C.C.A.S.**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Marie-Rose HARENGER, 6ème adjoint au Maire,

Vu l'arrêté n°14-887 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Monsieur Karim HAMRANI, 3ème adjoint au Maire, et notamment son article 4,

Vu le décret n°2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 30.4.8,

Considérant l'obligation réglementaire d'une maintenance des équipements d'alarme incendie du patrimoine de la ville et de son C.C.A.S.

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société AVISS SAS (ALARME VOL INCENDIE SYSTEME SECURITE).

Article 2 : Que le montant du marché est compris entre 1 000 € HT soit 1 200 € TTC (seuil minimum) et 25 000€ HT soit 30 000€ TTC (seuil maximum),

Article 3 : Que le délai maximum d'exécution des prestations est de neuf mois à compter du 1^{er} avril 2017,

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à AVISS SAS (ALARME VOL INCENDIE SYSTEME SECURITE),

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, au Centre Communale d'Actions Sociales et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 01/02/2017

P°/M. Le Maire,



Mr Karim HAMRANI
L'Adjoint au Maire chargé des bâtiments
publics, de la voirie et des travaux.

DÉPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D17
09

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Marché public N° 2015/4556

Travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec – Lot n°2 plantations

Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec le groupement MABILLON, AGRIGEX

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu la décision n°15/107 de signer le marché de travaux de requalification des espaces publics et de résidentialisation du secteur du Londeau à Noisy-le-Sec – Lot n°2 plantations avec le groupement d'entreprise Mabillon, agrigex

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres du 18 janvier 2017,

Vu le Code des Marchés Publics de 2006, et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de conclure un avenant n°1 au marché afin de prendre en compte les modifications de travaux de la tranche ferme intervenues depuis le début des travaux

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n°1 au contrat avec le groupement d'entreprises Mabillon, Agrigex, dont le mandataire est la société Mabillon, sise 17 Rue des Campanules à Lognes (77185),

Article 2 : Que le cumul des avenants représente une augmentation de 6,5 % par rapport au montant initial du marché. Le montant de la tranche ferme est porté à 210 984,53 € H.T. soit 253 181,44 € TTC ce qui porte le montant du marché (tranche ferme + tranche conditionnelle) à 239 996, 05 € HT soit 273 343,07 € TTC,

Article 3 : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société Mabillon,

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction Voirie et Circulation, au service des Marchés Publics et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 07 FEV. 2017

P^r Monsieur le Maire,
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER
Adjointe déléguée à la commande publique



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D17
10

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4604

Animation et organisation des séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans

Lot 8 : 1^{ère} quinzaine d'août 2017 pour les 15/17ans France ou étranger séjour solidaire

Déclaration sans suite

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Vu la procédure de mise en concurrence organisée en application de l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de l'attribution du lot n°8 du marché susmentionné,

Considérant la non effectivité de la mise en concurrence en raison de la réception d'une seule offre pour ce lot,

DECIDE

Article 1 : De ne pas attribuer le lot n°8 et de déclarer « sans suite », la procédure de mise en concurrence relative à ce lot, pour motif d'intérêt général.

Article 2 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Romainville, au service des marchés publics et à la Direction de la Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 07 FEV. 2017

P^y Monsieur le Maire
Et par délégation,

Marie-Rose HARENGER
Adjointe déléguée à la commande publique



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D17
11

Liberté – Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4608

Animation et organisation des séjours de vacances printemps 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans.

Lot 1 : Séjour printemps pour les enfants de 4 à 6 ans, début Avril 2017

Déclaration sans suite, pour cause d'infructuosité

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

→ Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment ses articles 27 et 59-II

Vu la procédure de mise en concurrence organisée en application de l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de l'attribution du lot n°1 du marché susmentionné,

Considérant la non effectivité de la mise en concurrence en raison de la réception d'une seule offre irrégulière pour ce lot,

DECIDE

Article 1 : De ne pas attribuer le lot n°1, et de déclarer infructueuse, la procédure de mise en concurrence relative à ce lot.

Article 2 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Romainville, au service des marchés publics et à la Direction de la Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 07 FEV. 2017

P°/ Monsieur le Maire
Et par délégation,

Marie-Rose HARENGER

Adjointe déléguée à la commande publique

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 17-12

Liberté – Egalité - Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE MARIE PROYART ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION 2/3 « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur artiste graphiste de créer un principe graphique décliné sur différents supports de communication dans le cadre l'exposition 2/3 "Tes mains dans mes chaussures" pour la date du 17 janvier 2017

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie Proyart sise 8 rue Polonceau – 75008 Paris, relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 200 € TTC
- Droits d'auteur, montant forfaitaire : 3360,50 € TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période de l'exposition et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 janvier 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPEL D'OFFRES OUVERT 2017/4605 Fourniture de carburant par cartes accréditives (gazole, essence sans plomb et GPL) Approbation du contrat avec EFR

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 18 janvier 2017 d'attribuer le marché à European Forecourt Retail Goup (EFR)

Considérant la nécessité de fournir et distribuer le carburant pour le remplissage des réservoirs des véhicules et le remplissage des jerricans pour le compte de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article1 : De signer le contrat avec EFR (European Forecourt Retail Group) sise Immeuble le Cervier, 12 avenue des Béguines à Cergy Pontoise cedex (95806)

Article 2 : Que la valeur des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est comprise entre un minimum de 50 000,00 € H.T. et un maximum de 150 000,00 € H.T.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à EFR

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au Centre Technique Municipal et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 14 FEV. 2017
P^o/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rosé HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4604 Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans

Lot 5 «gestion clé en main » 1^{ère} quinzaine d'août 2017 pour les 12/14 ans pays anglophone séjour linguistique
Lot 7 « gestion clé en main » 2^{ème} quinzaine d'août 2017 pour les 12/14 ans séjour bord de mer France

Approbation du contrat avec VELS

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour les lots 5 et 7 avec VELS sise 18, rue de Trévis 75009 Paris.

Article 2: Que le montant pour cette prestation s'élève à 1162,50 H.T. par participant et pour toute la durée du séjour pour le **lot 5**, et s'élève à 841, 66 € H.T. par participant et pour toute la durée du séjour pour le **lot 7**

Article 3 : Que le séjour concerne 10 participants de 12 à 14 ans pour un séjour de 14 jours la première quinzaine d'Août en Angleterre (du 1^{er} au 14 Août), sur la thématique « linguistique » pour le **lot 5** ; et 12 participants de 12 à 14 ans pour 14 jours en France (du 14 au 27 Août) sur la thématique multi activité en bord de mer pour le **lot 7**.

Article 4: Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à VELS.

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6-: Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10/02/2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4604

Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans

lot 9 « gestion clé en main » 2^{ème} quinzaine juillet 2017 pour les 15/17
ans Europe séjour découverte d'une région

lot 10 « gestion clé en main » 2^{ème} quinzaine d'août 2017
pour les 15/17 ans Europe séjour d'une région

Approbation du contrat avec Mar I Muntanya

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour les lots 9 et 10 avec Mar I Muntanya sise C/Carles Ribes à Begur Girona (17255) Espagne.

Article 2 : Que le montant pour cette prestation s'élève à 800,00 H.T. par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 9 et s'élève à 850,00 € H.T. par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 10

Article 3 : Que le séjour pour le lot 9 concerne 10 participants de 15 à 17 ans pour un séjour de 10 jours (du 9 au 18 juillet) en Espagne sur la thématique multi activités en bord de mer et 10 participants de 15 à 17 ans pour 10 jours (du 13 au 22 août) en Espagne sur la thématique multi activité en bord de mer pour le lot 10

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à Mar I Muntanya.

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10/02/2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4604
Animation et organisation de séjours de vacances hiver et été 2017
à destination des jeunes de 12 à 17 ans
Lot 6 gestion «clé en main»- 2ème quinzaine de juillet 2017
pour les 12/14 ans séjour thématique sportive France

Approbation du contrat avec Chemins du Monde

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 27

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances hiver et été 2017 à destination des jeunes de 12 à 17 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour la variante du lot 6 avec Chemins du Monde sise 17 Boulevard de la Capelle à Millau (12100).

Article 2 : Que le montant pour cette prestation s'élève à 1 125,00 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 6.

Article 3 : Que le séjour concerne 25 participants de 11 à 14 ans pour un séjour de 14 jours en Corse du 17 au 30 juillet sur la thématique vacances éducatives et éducation au voyage

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à Chemins du Monde.

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Jeunesse et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10/02/2017

P°/M/ Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM17-17

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE ART METISSE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Art Metisse

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Art Metisse, domicilié 22 rue Couvent 77200 Torcy, représenté par Vanina Filippi

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 6 mai 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 650 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 25 janvier 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM 17-18

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA COMPAGNIE ISSUE DE SECOURS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de la Compagnie Issue de Secours

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie Issue de Secours, domiciliée La Ferme Gôdier, 1 ter boulevard L. et D. Casanova 93420 Villepinte

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 8 mars et 19 avril 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 886,20 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 27 janvier 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM-17
- 019

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction des Equipements et du Cadre de vie
Centre Technique Municipal / Garage
CF/ED/AE/2016-09

REFORME DU VEHICULE RENAULT TWINGO IMMATRICULE 4223SY93

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014_14_04_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

Considérant que l'état du véhicule RENAULT Twingo, immatriculé 4223SY93 (1^{ère} mise en circulation le 16/12/1996) nécessite sa destruction.

DECIDE

Article 1

Il sera procédé à la destruction du véhicule RENAULT Twingo, immatriculé 4223SY93, par la société NOISY AUTO sis 239 avenue de Rosny, 93130 Noisy-le-Sec.

Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 septembre 2016

Laurent RIVORE

Maire de Noisy-le-Sec

Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° DM 17-20

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE KITTY CROWTHER ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'une exposition de Kitty Crowther

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Kitty Crowther, résidant 14 rue des Bruyères, 1325 Chaumont-Gistoux - Belgique

Article 2 : Précise que la convention est passée pour période du 27 février au 28 avril 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1000 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 6 février 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION ET PRODUCTION D'OEUVRES PASSEE ENTRE HEDWIG HOUBEN ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, réaliser et mettre en espace deux œuvres dans le cadre de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » à La Galerie, du 24 septembre au 15 juillet 2017,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation et production d'œuvre passée avec Hedwig Houben, Parkweg 8 – 5282 SM, Boxtel – Pays-Bas , relative à :

- Honoraires artistiques : 830 € (huit cent trente euros) TTC
- Frais de réalisation : 2600 € (deux mille six cents euros) TTC
- Frais déplacement & hébergement : 600 € (six cents euros) TTC maximum

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période du 24 septembre au 15 juillet 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 février 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 17-22

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT PASSEE ENTRE LA RADIO BEUR FM ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de partenariat de la Radio BEUR FM pour le Festival du Film Franco Arabe qui aura lieu du 3 au 13 novembre 2016 au Trianon de Romainville.

D E C I D E

Article 1 : Approuve la convention de partenariat média exclusif avec la Radio BEUR FM – représentée par Nabil Bougouss, 2 rue du Nouveau Bercy – 94220 Charenton-le-Pont, pour un montant de 200 euros HT (deux cents euros Hors Taxes) correspondant à la contribution de la Ville aux frais de création du spot publicitaire.

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la période du Festival du Film Franco Arabe et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense, sur facture, au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée,

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 20 février 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4608 Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans

Relance Lot 1 :

Séjour printemps - 4/6 ans - Gestion hôtelière

Cirque, musique, arts plastiques - Activités de plein air : poney, ferme pédagogique, découverte faune et flore - Environnement campagne ou mer

Approbation du contrat avec Odyssée Vacances

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 30.I.10° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, autorisant la conclusion d'un marché négocié sans publicité, ni mise en concurrence,

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 6 ans [qui comprend une gestion hôtelière : cirque, musique, arts plastiques - Activités de plein air : poney, ferme pédagogique, découverte faune et flore - Environnement campagne ou mer] de la ville de Noisy-le-Sec,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour le lot 1 avec Odyssée Vacances sise 19 Allée Verte à Lusigny sur Barse (10270).

Article 2: Que le montant pour cette prestation s'élève à 375 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 1 soit un prix total de 7 125 € T.T.C.

Article 3 : Que le séjour concerne 19 participants pour une durée de 5 jours à Bar sur Seine aux dates suivantes : du 3 au 7 avril 2017 sur la thématique du cirque et des arts plastiques

Article 4: Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à Odyssée Vacances.

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Enfance et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

06 MARS 2017

P/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4608
Organisation des séjours de vacances 2017
à destination des enfants de 4 à 12 ans

Lot 2 : séjours printemps 6/9ans gestion complète sports de nature, découverte des animaux

Grands jeux imaginaire, équitation

lot 4 : séjour été 6/9 ans gestion complète sports de nature, accrobranche, canoë, bivouac, équitation
grands jeux, baignade

Approbation du contrat avec Vacances Far West

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 28

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour les lots 2 et 4 avec Vacances Far West sise Le Pavillon à Sarge sur Bray (41170) ;

Article 2 : Que le montant pour cette prestation s'élève à 690 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 2 soit un prix total de 6 900 € T.T.C. et le montant pour le lot 4 s'élève à 790 € T.T.C par participant et pour toute la durée du séjour soit un prix total de 15 800 € T.T.C. ;

Article 3 : Que le séjour pour le lot 2 concerne 10 enfants pour une durée de 12 jours dans le Perche Vendômois du 3 au 14 avril 2017 sur la thématique nature découverte des animaux, le séjour pour le lot 4 concerne 20 enfants pour une durée de 14 jours : du 22 juillet au 4 août 2017 et du 19 août au 1^{er} septembre 2017 sur la thématique sports de nature, aventure, imaginaire ;

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à Vacances Far West ;

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours ;

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Enfance et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
 L'Adjointe au Maire chargée de la
 commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° D17/25

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4608
Organisation des séjours de vacances 2017
à destination des enfants de 4 à 12 ans
Lot 3 : séjours été 4/6 ans gestion hôtelière
Activités de plein air, environnement marin,
Découverte faune et flore, baignade, pêche
Approbation du contrat avec PEP

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 28

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour le lot 3 avec Pep Découvertes sise 5/7 rue Georges Enesco à Créteil cedex (94026) ;

Article 2: Que le montant pour cette prestation s'élève à 492 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 3 soit un prix total de 9 840 € T.T.C. ;

Article 3 : Que le séjour concerne 20 participants pour une durée de 7 jours à Port Bail aux dates suivantes : du 10 au 16 juillet 2017, du 24 au 30 juillet 2017, du 21 au 27 août 2017 sur la thématique baignade, environnement marin (pêche, bateau) ;

Article 4: Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à Pep Découvertes ;

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours ;

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Enfance et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

06 MARS 2017

R/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 017/26

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4608 Organisation des séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans

Lot 5 : gestion complète séjour été 8/12ans

**Bord de mer activités nautiques, multi sports, voile char à voile catamaran baignade
Approbation du contrat avec ADN**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 28

Considérant la nécessité d'animer et d'organiser les séjours de vacances 2017 à destination des enfants de 4 à 12 ans de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat pour le lot 5 avec l'association Activité Découverte Nature sise 10 Quai de la Borde à Ris Orangis (91130) ;

Article 2 : Que le montant pour cette prestation s'élève à 1 019 TTC par participant et pour toute la durée du séjour pour le lot 5 soit un prix total de 20 380 € T.T.C. ;

Article 3 : Que le séjour concerne 20 participants pour une durée de 14 jours à la Tranche sur Mer aux dates suivantes : du 24 juillet au 7 août 2017 et du 14 août au 28 août 2017 sur la thématique baignade, pêche, voile, char à voile, catamaran ;

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de la date d'émission du premier bon de commande adressé à ADN ;

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours ;

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au service Enfance et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le

06 MARS 2017

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE D'AVANCES POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES.

MODIFICATION DE LA LISTE DES DEPENSES AUTORISEES.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° DM16_138 du 22 novembre 2016 instituant une régie d'avances pour le fonctionnement de la direction des affaires culturelles,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 février 2017,

DECIDE

Article 1^{er}: La décision n° DM16_138 du 22 novembre 2016 est modifiée comme suit :

En son Article 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Autres fournitures non stockées
- Fournitures de petits équipements
- Documentation générale et technique

- Autres frais divers
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires
- Annonces et insertions
- Fêtes et cérémonie
- Divers (Publicité, publication, relations publiques)
- Divers (péage, parking...)
- Frais d'affranchissement
- Réceptions (frais de restauration...)
- Transports collectifs

En son Article 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4.000 euros (quatre mille euros).

Article 2 : Les autres modalités de la décision n° DM16_138 du 22 novembre 2016 restent inchangées.

Article 3 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 MARS 2017

P^o/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI